

Demande de renseignements généraux

Étude des crédits 2017-2018

CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2016-2017 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés ;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un **ministère ou un organisme**, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les **cabinets ministériels** en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15. a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
 - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
 - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
 - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
 - q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
 - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16. a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction: le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction: le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction: le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2017-2018.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2017-2018;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

- b. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.1	2016-04-12 2016-04-13	Toronto	Conférence Green Bonds RBC	1 772,00\$	Guillaume Pichard	Directeur
					Marie-Ève Bouchard	Agente de recherche et de planification socio-économique
1.2	2016-05-10 2016-05-12	Toronto	BMO "Annual Government Finance Conference"	2 261,01\$	Alain Bélanger	Directeur général
					Guillaume Pichard	Directeur
1.3	2016-05-12	Toronto	Groupe de travail sur les mécanismes d'instauration d'un prix sur le carbone	720,98\$	Debbie Gendron	Directrice
1.4	2016-05-12 2016-05-13	New-York	Discours du ministre devant des représentants du milieu financier	4 047,03\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
					Guillaume Caudron	Directeur de cabinet
					Bernard Turgeon	Sous-ministre associé
1.5	2016-05-13	Toronto	Rencontre avec le sous-ministre des Finances de l'Ontario	1 537,55\$	Alain Bélanger	Directeur général
					Luc Monty	Sous-ministre
					Pierre Côté	Sous-ministre adjoint

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.6	2016-05-16	Ottawa	Rencontre concernant le marché des obligations au Canada	1 626,83\$	Bernard Turgeon Alain Bélanger	Sous-ministre associé Directeur général
1.7	2016-05-24 2016-05-26	Ottawa	Réunion annuelle du sous-comité sur les transferts fédéraux (SCT)	2 192,26\$	Marie-Claude Lavallée Maxime Legault	Directrice Agent de recherche et de planification socio-économique
1.8	2016-05-30 2016-05-31	Toronto	Participation au groupe de travail sur les mécanismes d'instauration d'un prix sur le carbone	788,48\$	Debbie Gendron	Directrice
1.9	2016-06-04 2016-06-07	St-John's	Rencontre du Continuing Committee of Officials (CCO)	4 083,90\$	Nathanaël Lapierre Sébastien Pomerleau Francis Hébert	Agent de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique
1.10	2016-06-05 2016-06-07	Winnipeg	Réunion de juin du Comité fédéral-provincial sur la fiscalité	2 949,98\$	Marc Grandisson Luc Bilodeau	Sous-ministre adjoint Directeur
1.11	2016-06-16	Ottawa	Groupe de travail sur les mécanismes de tarification du carbone	889,76\$	Debbie Gendron	Directrice

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.12	2016-06-18 2016-06-21	Vancouver	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	11 675,23\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
					Dominic Cormier	Directeur adjoint de cabinet
					Luc Monty	Sous-ministre
					Pierre Côté	Sous-ministre adjoint
					Marie-Claude Lavallée	Directrice
1.13	2016-06-19 2016-06-24	Londres	Conférence "Euromoney" sur le financement des gouvernements et des entreprises	4 376,30\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.14	2016-06-22 2016-07-02	Paris, Munich, Zurich, Amsterdam, Londres	Rencontre avec des investisseurs financiers	29 346,07\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
					Dominic Cormier	Directeur adjoint de cabinet
					Bernard Turgeon	Sous-ministre associé
					Alain Bélanger	Directeur général

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.15	2016-06-28 2016-06-29	Ottawa	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres sur l'infrastructure	2 298,87\$	Luc Monty	Sous-ministre
					Pierre Côté	Sous-ministre adjoint
1.16	2016-07-04 2016-07-08	Victoria et Edmonton	Participation à la conférence annuelle des emprunteurs provinciaux et rencontre avec des investisseurs financiers	5 919,67\$	Éric Deschênes	Directeur
					Guillaume Pichard	Directeur
					Bernard Asselin	Agent de recherche et de planification socio-économique
1.17	2016-07-12	Toronto	Rencontre intergouvernementale	585,21\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint
1.18	2016-07-17 2016-07-21	Yellowknife	37e Assemblée annuelle des contrôleurs financiers canadiens	3 931,35\$	Simon-Pierre Falardeau	Contrôleur des finances
					Lucie Pageau	Directrice générale
1.19	2016-07-18 2016-07-19	Toronto	Groupe de travail sur les mécanismes de tarification du carbone	1 827,12\$	Julie Gingras	Sous-ministre adjointe par intérim
					Debbie Gendron	Directrice

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.20	2016-09-06 2016-09-08	Edmonton	Réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux sur l'infrastructure	6 545,65\$	Olivier Parent Luc Monty Pierre Côté	Directeur de cabinet Sous-ministre Sous-ministre associé
1.21	2016-09-11 2016-09-12	Ottawa	Réunion fédérale-provinciale-territoriale	2 134,61\$	Luc Monty Julie Gingras	Sous-ministre Sous-ministre adjointe par intérim
1.22	2016-09-11 2016-09-16	Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore et Washington	Rencontre avec des investisseurs financiers	7 045,31\$	Alain Bélanger Guillaume Pichard	Sous-ministre adjoint Directeur
1.23	2016-09-12 2016-09-14	New York (USA)	Participation à une conférence organisée par Bloomberg	1 875,92\$	Carlos Leitão Olivier Quenneville Pierre Côté	Ministre des Finances Conseiller principal Sous-ministre associé
1.24	2016-09-14 2016-09-15	Saskatoon	Présentation du Québec dans le cadre de la conférence intergouvernementale CAGRA (Association canadienne des organismes de réglementation de jeu)	1 181,07\$	Marie-Anne L. Lavoie	Agente de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.25	2016-09-19 2016-09-20	Toronto	Rencontre intergouvernementale	1 384,86\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint
1.26	2016-10-16 2016-10-18	Toronto	Rencontres provinciale-territoriale (17 octobre) et fédérale-provinciale-territoriale (18 octobre) des ministres de la Santé	5 429,59\$	Carlos Leitão Dominic Cormier Marie-Claude Lavallée	Ministre des Finances Directeur adjoint de cabinet Directrice
1.27	2016-10-17 2016-10-18	Ottawa	Rencontrer le cabinet du ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités	958,13\$	Olivier Parent Jean-Félix Levesque	Directeur de cabinet Attaché politique
1.28	2016-10-20 2016-10-21	Toronto	Rencontre conjointe des conseils des ministres de l'Ontario et du Québec	1 284,94\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
1.29	2016-10-25 2016-10-26	Ottawa	Dialogue sur la politique du secteur financier 2016 organisé par le ministère des Finances du Canada (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Richard Boivin	Sous-ministre adjoint
1.30	2016-11-07	Toronto	Rencontre intergouvernementale	887,31\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.31	2016-12-04 2016-12-05	Ottawa	Réunion du Comité fédéral-provincial sur la fiscalité	1 377,93\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint
					Luc Bilodeau	Directeur
1.32	2016-12-07 2016-12-08	Toronto	Rencontre avec des représentants du gouvernement fédéral et d'autres provinces et des représentants de la RBC et de GlobalCapital.	860,93\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.33	2016-12-18 2016-12-19	Ottawa	Rencontre des ministres des Finances des provinces et territoires	4 725,81\$	Carlos Leitão	Ministre des Finances
					Guillaume Caudron	Directeur de cabinet
					Luc Monty	Sous-ministre
					Pierre Côté	Sous-ministre associé
					Marie-Claude Lavallée	Directrice
					Jean-François Chauvette	Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.34	2017-01-18 2017-01-19	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	2 611,97\$	Pierre Côté Alain Bélanger Guillaume Pichard	Sous-ministre associé Sous-ministre adjoint Directeur
1.35	2017-01-20	Ottawa	Rencontre intergouvernementale avec le ministère des Finances du Canada concernant le suivi de l'Entente intégrée globale de coordination fiscale	1 480,90\$	Marc Grandisson Lyne Dussault	Sous-ministre adjoint Directrice
1.36	2017-03-16	Ottawa	Rencontre avec Infrastructure Canada	1 603,62\$	Pierre Côté Guy Émond	Sous-ministre associé Directeur général

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.37	2017-03-22	Ottawa	Participation à une conférence organisée par Bloomberg	1 489,60\$	Marie-Claude Lavallée	Directrice générale
					Miary Ny Aina Rakotomaharo	Agente de recherche et de planification socio-économique
					Martial Audet	Agent de recherche et de planification socio-économique
					Sébastien Pomerleau	Agent de recherche et de planification socio-économique
					Julien Delisle	Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2016-2017 :**
- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Ministre des Finances

Date du voyage	Itinéraire	Coût d’avion	Autres frais de voyage
2016-06-02	Québec – Montréal – Québec	376 \$	0 \$
2016-08-17 au 2016-08-19	Québec – Gaspé – Îles-de-la-Madeleine – Bonaventure – Québec – Montréal	3 070 \$	771 \$
2016-09-01 au 2016-09-02	Québec – Rouyn-Noranda – Val-D’Or – Montréal	3 104 \$	717 \$

Ministre délégué aux Finances

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n’a été effectué au Québec en 2016-2017.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

- Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017; et les prévisions pour 2017-2018;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Liste des dépenses en publicité

Projet	Objet	Fournisseurs	Mode d'octroi	Dépenses 2016-2017
Plan économique du Québec	Année 2016-2017 : Campagne Google Achat de mots clés	Centre des services partagés du Québec	Offre de services du CSPQ	3 238 \$ <div>3 238 \$</div>
Mise à jour économique 2016-2017	Diffusion télé	Cartier	À la suite d'un appel d'offres du CSPQ	21 642 \$ <div>21 642 \$</div>
Campagne Épargne Placements Québec	Sondages de notoriété	SOM	Contrat gré à gré	3 350 \$ <div>3 350 \$</div>

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

DÉPENSES POUR 2016-2017

	Type d'événement	But visé	Coûts (\$)	Fournisseur
1.	Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2016-09-07)	326	Bell
2.	Conférence de presse	Le Plan économique du Québec – Mise à jour d'octobre 2016 (2016-10-25)	—	Assemblée nationale
3.	Exposition Québec Mines 2016	Participation en tant qu'exposant pour présenter des mesures fiscales en lien avec le secteur minier (2016-11-21)	153	Centre des congrès de Québec Copies de la Capitale (dépliants)
4.	Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2016-12-02)	252	Bell
5.	Conférence de presse	Conférence avec des économistes au Centre de commerce mondial de Montréal (2017-02-13)	752 75	Duoson CSPQ
6.	Conférence de presse	Conférence portant sur les obligations vertes au Centre de commerce mondial de Montréal (2017-02-24)	705 71	Duoson CSPQ
7.	Conférence de presse	Soutien au secteur du jeu vidéo (2017-02-27)	216 22	Duoson CSPQ
8.	Activité de presse	Huis clos du budget 2017-2018 (2017-03-28)	109 608 55 790	Centre des congrès de Québec (location de salles, aménagement, sonorisation, éclairage et projection) Capital HRS inc. Traiteur

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

Aucune somme n'a été dépensée en 2016-2017 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

Aucune somme n'a été dépensée en 2016-2017 en matière de formation de communication organisée par un professionnel ou une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23).

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2016-2017 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**).

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour le ministère :

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2017 (en \$)	Mode d’octroi
Alison McGain	Services de traduction	20 000	7 806	Gré à gré
Daniel Maltais	Services de consultant	7 500	0	Gré à gré
Georges Bouchard	Services de graphisme	9 000	0	Gré à gré
Institut SAS (Canada) inc.	Services en informatique	24 000	0	Gré à gré
Jonathan Keathley	Services de traduction	20 000	0	Gré à gré
Judy Quinn	Services de révision linguistique	15 000	700	Gré à gré
Kathryn Lawson	Services de traduction	20 000	9 243	Gré à gré
Nancy Cameron	Services de révision linguistique	15 000	0	Gré à gré
PBTI inc.	Services en informatique	20 000	3 060	Gré à gré
SOM	Services relatifs à la réalisation d’études	6 650	6 650	Gré à gré
Terranova Worlwide Corp.	Services de formation en ligne pour la sécurité de l’information	2 710	2 710	Gré à gré

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 (suite)

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 28-02-2017 (en \$)	Mode d’octroi
Vivaldir	Services de consultant en gouvernance des technologies de l’information	24 000	24 000	Gré à gré

Pour le cabinet ministériel :

Aucun contrat n’a été octroyé pour le cabinet ministériel.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP).

Article 17

Un contrat peut être modifié lorsque la modification en constitue un accessoire et n'en change pas la nature.

Toutefois, dans le cas d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification qui occasionne une dépense supplémentaire doit de plus être autorisée par le dirigeant de l'organisme public. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une telle modification. Dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut cependant excéder 10 % du montant initial du contrat.

Malgré le deuxième alinéa, une modification ne requiert pas d'autorisation lorsqu'elle résulte d'une variation du montant sur lequel doit s'appliquer un pourcentage déjà établi ou, sous réserve de l'article 12, d'une variation d'une quantité pour laquelle un prix unitaire a été convenu.

2006, c. 29, a. 17; 2012, c. 25, a. 7.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro :	S210023956		
Projet :	Services-conseils en révision des processus d'affaires		
	Soumissionnaires		
	1. Alithya services-conseils inc.		
	2. Conseillers en gestion informatique CGI inc.		
	3. Fujitsu Conseil (Canada) inc.		
	4. La Société conseil Lambda inc.		
	5. LGS		
	6. R3D Conseil inc.		
	Soumissionnaire retenu :	R3D Conseil inc.	
	Prix :	550 000 \$/annuellement	
	Justification :	Rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	

Numéro :	S210023981		
Projet :	Développement de solutions en intelligence d'affaires		
	Soumissionnaires		
	1. Adnia Conseils inc.		
	2. Syntell inc.		
	Soumissionnaire retenu :	Adnia Conseils inc.	
	Prix :	175 000 \$/annuellement	
	Justification :	Rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	

Numéro :	S210024077		
Projet :	Services de traduction du français vers l'anglais		
	Soumissionnaires		
	1. Documens		
	2. Services linguistiques Versacom inc.		
	Soumissionnaire retenu :	Documens	
	Prix :	75 000 \$/annuellement	
	Justification :	Rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro :	S210024301		
Projet :	Étude économique et fiscale portant sur le secteur microbrassicole au Québec		
	Soumissionnaires		
	1. AECOM		
	2. Groupe AGÉCO inc.		
	3. FG8		
	4. Aviseo Conseil		
	5. Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L.		
	6. Del Degan, Massé et Associés inc. (Groupe DDM)		
	Soumissionnaire retenu :	Del Degan, Massé et Associés inc. (Groupe DDM)	
	Prix :	89 731 \$	
	Justification :	Rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

<i>La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des Ti pour les 10 dernières années.

Projet initié en 2015-2016

Nom du projet : MFQ-011	IBI – Informations budgétaires intégrées
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	344 500 \$
Coûts 2016-2017 en date du 28 février 2017 :	100 958 \$
% de réalisation en date du 28 février 2017 :	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants :	Aucune pénalité

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total
Photocopies	109 481 \$
Mobilier de bureau et ameublement	28 059 \$
Décoration et l'embellissement	657 \$
Distributeurs d'eau de source	418 \$
Frais de déplacements :	
– Frais de transport	275 804 \$
– Frais d'hébergement	157 632 \$
– Frais de repas	30 511 \$
	463 946 \$
Retraités et 25 ans de service	5 526 \$
Budget Assemblée Nationale	8 852 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ⁽¹⁾	
– au Québec	127 425 \$
– à l'extérieur du Québec	— \$
	127 425 \$

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autres types de téléphones intelligents

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	170
Coût d'acquisition	1 774 \$
Coût d'utilisation	8 809 \$
Coût des contrats téléphoniques	56 405 \$
Coût de résiliation	13 150 \$
Fournisseurs	– B-Tel inc. (Bell Mobilité) – Rogers direct – Telus

Ordinateurs portables, IPAD ou autres types de tablettes électroniques

Type de dépenses	Total
Nombre	96
Coût d'acquisition	10 425 \$
Coût d'utilisation	506 \$
Coût des contrats	8 807 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25)

- Q-15**
- a)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
 - g)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - h)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
 - i)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q)** Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
- r)** L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

RÉPONSE Q-15 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi au 28 février 2017 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	0	-	2	0,4%	51	9,6%	3	0,6%	-	-	56	10,6%
Hommes de 35 ans ou plus	10	1,9%	50	9,4%	127	24,1%	10	1,9%	1	0,2%	198	37,5%
Total - Hommes	10	1,9%	52	9,8%	178	33,7%	13	2,5%	1	0,2%	254	48,1%

Femmes de moins de 35 ans	0	-	1	0,2%	40	7,6%	28	5,3%	-	-	69	13,1%
Femmes de 35 ans ou plus	1	0,2%	21	4,0%	135	25,5%	48	9,1%	-	-	205	38,8%
Total - Femmes	1	0,2%	22	4,2%	175	33,1%	76	14,4%	-	-	274	51,9%

Total hommes + femmes	11	2,1%	74	14,0%	353	66,9%	89	16,8%	1	0,2%	528	100%
-----------------------	----	------	----	-------	-----	-------	----	-------	---	------	-----	------

Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	0	-	3	0,6%	91	17,2%	31	5,9%	-	-	125	23,7%
Total Hommes + Femmes 35 ans et plus	11	2,1%	71	13,4%	262	49,6%	58	11,0%	1	0,2%	403	76,3%
Grand total	11	2,1%	74	14	353	66,8%	89	16,9%	1	0,2%	528	100%

Personnes handicapées de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnes handicapées de 35 ans et plus	-	-	-	-	5	0,9%	1	0,2%	-	-	6	1,1%
Total	-	-	-	-	5	0,9%	1	0,2%	-	-	6	1,1%

Anglophones de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anglophones de 35 ans et plus	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%
Total	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	-	-	1	0,2%

Autochtones de moins de 35 ans	-	-	-	-	-	-	1	0,2%	-	-	1	0,2%
Autochtones de 35 ans et plus	-	-	1	0,2%	1	0,2%	-	-	-	-	2	0,4%
Total	-	-	1	0,2%	1	0,2%	1	0,2%	-	-	3	0,6%

Communautés culturelles de moins de 35 ans	-	-	-	-	6	1,1%	2	0,4%	-	-	8	1,5%
Communautés culturelles de plus de 35 ans	-	-	4	0,8%	26	4,9%	5	0,9%	-	-	35	6,6%
Total	-	-	4	0,8%	32	6,0%	7	1,3%	-	-	43	8,1%

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 28 février 2017, incluant le Fonds de financement.

RÉPONSE Q-15 :

c) Le nombre total de jours en maladie pris par le personnel en 2016-2017

(données fournies par le CSPQ en date du 17 mars 2017)

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 ^{er} avril 2016 au 17 mars 2017
Cadres	195
Professionnels	2 213,5
Pers. de bureau et techniciens	608
Ouvriers	-
Autre catégorie ¹	-
Total	3 016,5

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2016-2017;

(données fournies par le CSPQ en date du 17 mars 2017)

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	12	18	32	24
Professionnels	78	150	85	62
Pers. de bureau et techniciens	31	47	18	3
Ouvriers	-	-	-	1
Autre catégorie ¹	37	-	-	-
Total	158	215	135	90

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2016-2017 (argent, vacances, etc.)

(données fournies par le CSPQ en date du 17 mars 2017)

Catégorie de personnel	Nombre d'heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d'heures de travail compensées	Montant des heures compensées	Nombre d'heures de travail payées	Montant des heures payées
Professionnels	12 757,14	4 056,04	190 912,61 \$	8 701,10	438 432,88 \$
Pers. bureau et techniciens	3 246,23	889,15	34 088,90 \$	2 357,08	88 001,89 \$
Ouvriers	-	-	-	-	-
Autre catégorie ¹	23,42	3,50	97,76 \$	19,92	556,36 \$
Total	16 026,79	4948,69	225 099,27 \$	11 078,10	526 991,13 \$

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2016-2017

(données fournies par le CSPQ en date du 17 mars 2017)

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres	20,5	33	122,5	540,5	805	135	62,5	30	116,5	133,5	48	77,5	2124,5
Professionnels	250,5	304	559,5	1 570	2 528	488	245,5	153	381	470	130,5	142,5	7 222,5
Pers. de bureau et techniciens	37	69,5	124	445,5	677,5	92,5	52,5	59,5	107	107	48,5	52,5	1 873
Ouvriers	-	-	5	20	5	-	-	-	-	-	-	-	30
Autre catégorie ¹	-	2	-	1,5	14	-	0,5	1	1	-	1	0,5	21,5
Total	308	408,5	811	2577,5	4 029,5	715,5	361	243,5	605,5	710,5	228	273	11 271,5

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2016-2017 par catégorie d'emploi.

(données fournies par le CSPQ en date du 17 mars 2017)

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
314	192	5	4

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2016-2017 (jusqu'au 28 février 2017).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

¹ Les gens classés dans «Autre catégorie» sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Effectifs réguliers par catégorie d'emploi 2016-2017		
Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres	11	-
Cadres	74	-
Professionnels	349	4
Personnel de bureau et techniciens	87	2
Ouvriers	1	-

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Niveau expert	Niveau émérite	Total
134	17	151

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Années	Nombre d'employés
2016-2017	52

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2016-2017	10	0
Cadres		
2016-2017	81	-
Professionnels		
2016-2017	459	4
Personnel de bureau et techniciens		
2016-2017	105	2
Ouvriers		
2016-2017	1	0
Agents de la paix		
2016-2017	-	-

Note : Nombre de postes autorisés, incluant le Fonds de financement.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

RÉPONSE Q-15 :

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.

Le ministère n'a pas aboli de postes en 2016-2017. Il a respecté les cibles d'effectifs déterminées par le SCT.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- Q-16**
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017; incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

14 remplacements pour 20 départs à la retraite.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées

2016-2017 : 20 départs / aucune indemnité

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

La Direction des ressources humaines a octroyé un contrat à deux retraités de la fonction publique ou parapublique.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue St-Louis Québec (Québec) G1R 5L3	
Superficie louée :	12 705 m ²
Coût annuel de location :	3 033 568 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} avril 1987
Propriétaire de l'espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement :	1 883 \$

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau Québec (Québec) G1R 5A1	
Superficie louée :	5 291 m ²
Coût annuel de location :	1 091 713 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement :	Aucun

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook Québec (Québec) G1R 4J3	
Superficie louée :	6 147 m ²
Coût annuel de location :	1 408 106 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué :	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement :	2 798 \$

CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue St-Antoine ouest Montréal (Québec) H2Y 3X7	
Superficie louée :	861 m ²
Coût annuel de location :	293 973 \$
Durée du bail :	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué :	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagement :	863 \$

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017. (suite)

BUREAU DE LA CIRCONSCRIPTION DE ROBERT-BALDWIN 3869, boul. des Sources, Suite 203 Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9B 2A2	
Superficie louée :	159 m ²
Coût annuel de location :	32 041 \$
Durée du bail :	Du 1 ^{er} mai 2014 au 30 avril 2019 ⁽¹⁾
Propriétaire de l'espace loué :	9177-3052 QUEBEC INC.
Coûts d'aménagement :	Aucun

⁽¹⁾ *L'Assemblée nationale a pris en charge les frais des locaux de la circonscription de Robert-Baldwin à compter du 30 juin 2016.*

BUREAU DE LA CIRCONSCRIPTION DE CHATEAUGUAY 233, boul. Saint-Jean-Baptiste, bureau 98 Châteauguay (Québec) J6K 3C3	
Superficie louée :	179 m ²
Coût annuel de location :	33 286 \$
Durée du bail :	Du 1 ^{er} mai 2014 au 30 avril 2019 ⁽²⁾
Propriétaire de l'espace loué :	Fonds de placement immobilier Cominar
Coûts d'aménagement :	62 \$

⁽²⁾ *L'Assemblée nationale a pris en charge les frais des locaux de la circonscription de Châteauguay à compter du 31 mai 2016.*

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**).

- Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :**
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinet du ministre des Finances
(Carlos Leitão)
ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Coûts d'aménagement : Aucun

Cabinet du ministre des Finances
(Carlos Leitão)
CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Coûts d'aménagement : 44 \$

Cabinet du ministre délégué aux Finances
(Pierre Moreau)
ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 4J3
Coûts d'aménagement : 411 \$

Bureau de la circonscription de Robert-Baldwin
(Carlos Leitão)
3869, boul. des Sources, Suite 203
Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9B 2A2
Coûts d'aménagement : Aucun

Bureau de la circonscription de Châteauguay
(Pierre Moreau)
233, boul. Saint-Jean-Baptiste, bureau 98
Châteauguay (Québec) J6K 3C3
Coûts d'aménagement : 62 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**Cabinet du ministre des Finances
Carlos Leitão***

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Caudron	Guillaume	Directeur de cabinet	Montréal
Cloutier	Audrey	Attachée de presse	Québec
Cormier	Dominic	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Desmarais	Dorothy	Employée de soutien	Montréal
Desmarais	Renée	Attachée politique	Montréal
Dumont	Isabelle	Attachée politique	Québec
Gasse	Dominique	Adjointe à la direction	Québec
Jeyabalaratnam	Gopinath	Attaché politique	Montréal
Lévesque	Carolane	Employée de soutien	Québec
Lorrain	Lambert	Attaché politique	Montréal
Michelakis	Nikolitsa	Attachée politique	Montréal
Murray	Samuel	Attaché politique	Montréal
Nachabé	Yann Yehia	Conseiller politique	Montréal
Opritian	Lucy	Attachée politique	Montréal
Quenneville	Olivier	Conseiller politique principal	Montréal
Vallée-Dandurand	Laurence	Attachée politique	Québec

Période	Masse salariale autorisée
Du 1 ^{er} au 12 avril 2016	840 000 \$ (CT 215975 daté du 9 février 2016)
Du 13 avril 2016 au 16 janvier 2017	1 210 000 \$ ¹ (CT 216324 daté du 10 mai 2016)
À compter du 17 janvier 2017	840 000 \$ (CT 217268 daté du 7 février 2017)

¹ Inclut les membres du personnel du cabinet du ministre des Finances, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor.

* Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

**Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
 durant l’année 2016-2017. (suite)**

**Cabinet du ministre délégué aux Finances
Pierre Moreau**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d’attache
Boivin	Johanne	Conseillère politique	Québec
Farmer	Caroline	Employée de soutien	Châteauguay
Levesque	Jean-Félix	Attaché politique	Montréal
Mercier	Philippe	Attaché politique	Châteauguay
Paquet	Denis	Conseiller politique	Québec
Parent	Olivier	Directeur de cabinet	Québec
Poisson-Paré	Anne	Employée de soutien	Châteauguay
Poulin	Catherine	Conseillère politique	Québec
Rancourt	Joëlle	Employée de soutien	Québec

Période	Masse salariale autorisée
Du 23 février 2016 au 16 janvier 2017	660 000 \$ (CT 216035 daté du 1 ^{er} mars 2016)

- Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES	
Organismes	Montant (\$)
Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	500
Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne	2 000
Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes	500
Centre de prévention des agressions de Montréal	500
Communauté des Catholiques Portugais (diocèse de Montréal)	2 500
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	500
Fondation Le Piolet	500
Fondation Robert Piché inc.	500
Le Tour cycliste de l'Abitibi inc.	500
Leucan inc.	1 500
Musée des ondes Emile Berliner	500

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26)*.

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

<i>Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.</i>

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2017-2018;
- c) par catégorie d'âge.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-24 Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

<i>Le ministère des Finances n'a pas de bureaux régionaux.</i>
--

Q-25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

<i>La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.</i>

Q-26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) Le nom de la personne : Mario Albert
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme : Directeur général de Finance Montréal et du Centre Financier International de Montréal
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 268 395 \$
- d) L'assignation initiale : Voir b)
- e) L'assignation actuelle : Voir b)
- f) La date de l'assignation hors structure : 1^{er} avril 2015
- g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 1 mars 2017

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Actualité (L')	Revue L'Actualité	39 \$
1	American Economic Association	American Economic Review & Licence	1 373 \$
1	American Library Association	RDA Toolkit Institutional – Negotiated License copy 2	220 \$
1	Carswell, une division de Thomson Canada limitée	Taxnet pro Qué & Fed consumption tax library	2 432 \$
1	Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc	8 355 \$
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	988 \$
1	Consensus Economics inc.	Consensus Forecasts	4 285 \$
1	Consensus Economics inc.	Consensus Forecasts Global Outlook 2016-2026	752 \$
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 192 \$
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 620 \$
1	Courrier International	Courrier International	64 \$
8	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection normes et recommandations CPA Canada - Membre	1 400 \$
5	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations CPA Canada - Membre Knotia licence de base - bureau	925 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Public Sector Accounting Hanbook Subscription	115 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Standards and Guidance Collection - Member Knotia initial office licence	185 \$
1	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Guide du praticien - CA (GDP-CA) Initial Office licence Knotia Member	355 \$
11	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de comptabilité pour le secteur public - abonnement	1 265 \$
2	CPA - Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada - Comptabilité	625 \$
1	Deloitte & Touche Products Company LLC	Technical Library - Dart U.S. GAAP + IFRS + GASB	3 888 \$
1	De Marque inc.	Petit Robert en ligne (Le)	55 \$
1	Dow Jones	Wall Street Journal Digital Plus	471 \$
4	Economist, The	Economist (The)	936 \$
1	Éditions Infopresse inc.	Infopresse	80 \$
1	Éditions Juridiques FD inc., Les	Droit des compagnies annotés valeur mobilières	131 \$
1	Éditions Larivière	Micro Pratique	114 \$
7	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	520 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	75 \$
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	220 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	230 \$
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	75 \$

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet du ministère et des organismes publics. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Société par actions au Québec	640 \$
2	Éditions Yvon Blais	Accès à l'info: Loi annotée	270 \$
1	Éditions Yvon Blais	Faillite Insolvabilité Perspect QC	91 \$
1	Éditions Yvon Blais	Loi fiscalité municipale annotée	95 \$
1	Éditions Yvon Blais	Tribunaux administratifs du Québec	157 \$
1	Euromoney Trading Limited	Euromoney	1 148 \$
1	Euromoney Trading Limited	International Financial Law Review	4 338 \$
1	Fédération des Chambre Immobilières du Québec	Série chronologique Fédération des chambres immobilières du Québec	216 \$
1	Financial Times Ltd	Financial Times	449 \$
3	Financial Times Ltd	F.T. Com	1 919 \$
1	Fondation canadienne de Fiscalité	Taxfind Online ®	874 \$
2	Foreign Affairs	Foreign Affairs	180 \$
1	Gaudet Éditeur Ltée	Infobases Lois et Règlements du Canada	1 829 \$
1	Gaudet Éditeur Ltée	Infobases Lois et Règlements du Québec	8 266 \$
1	Globe and Mail (The)	Globe and Mail	110 \$
1	Gluskin Sheff + Associates	Breakfast with Dave (publication journalière traitant de l'économie mondiale et du secteur financier)	1 050 \$
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles - VAT	1 334 \$
1	IBFD Publications inc.	Valued Added Taxation in Eurome - Online	1 321 \$
1	Institutional Investor LLC	Journal of Derivatives	1 132 \$
1	Institutional Investor LLC	Journal of fixed Income (The)	1 084 \$
1	John Wiley & Sons inc.	Canadian journal of economics	358 \$
1	John Wiley & Sons inc.	Journal of Finance (The)	652 \$
1	Journal de l'Assurance	FlashFinances.ca	125 \$
4	Journal Les Affaires	Affaires (Les)	304 \$
1	National Bureau of Economic Research inc.	NBER Digest	2 944 \$
3	New York Times Digital	New York Times	591 \$
2	Newspaper Direct Inc.	Press reader	6 562 \$
1	Revue Banque	Banque stratégie et Revue Banque - Le magazine	1 221 \$
1	Rogers Media inc.	Benefits Canada	111 \$
1	Sage Publications inc.	Public Finance Review	1 641 \$
1	Solutions Novaxis inc.	Citation - Droit du travail en ligne	3 591 \$
1	Statistique Canada	Données sur heures travaillées	454 \$
1	Terre de chez nous (La)	Terre de chez nous (La)	58 \$
1	Thomson Reuters	Banking and Finance Law Review	516 \$
1	Thomson Reuters	Grottenhaler: Financial Derivatives	415 \$
3	Thomson Reuters	Loi du praticien – TPS/TVQ annotée 23 ^e 2016	126 \$
1	TWX, Fortune Magazine	Fortune Magazine	91 \$
1	Université Laval	Cahiers de droit	160 \$
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	110 \$
1	UTP Journals	Canadian public policy	210 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	629 \$

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet du ministère et des organismes publics. (suite)

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Canadian goods and services tax reporter - DVD	2 156 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Canadian tax library plan with tax window library & tax cases archival - DVD & Internet	16 322 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection APFF, combo impôt, taxes et planification financière, retraite et succession (DVD)	2 673 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection fiscale du Québec - DVD	6 542 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Collection fiscale du Québec taxes consommation DVD	2 693 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Contrats des organismes publics Québécois	1 604 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 351 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Guide fiscal CCH intégré à la collection fiscale - DVD et internet	823 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ - DVD	995 \$
1	Wolters Kluwer Québec Ltée	Provincial tax reports all provinces - DVD	5 748 \$

Q-28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n’a été déboursée à ces fins.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES
(www.finances.gouv.qc.ca)
Inclut aussi le site
BUDGET
(www.budget.finances.gouv.qc.ca)

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

c) Coûts de construction du site

2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2016-2017
Infrastructure et maintien de l'environnement	2 600 \$ (récurrent)
Sécurité entourant la mise en ondes du budget (budget 17 mars 2016)	5 000 \$
Hébergement annuel (cloud) et DNS	2 272 \$
Total	9 872 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

2006 – Réalisation à l’interne. Aucune refonte depuis 2006.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Le site est mis à jour quotidiennement selon les besoins exprimés par les différentes directions du Ministère.

h) Responsable du contenu du site

Une équipe par direction est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

c) Coûts de construction du site

Aucun.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2016-2017
Hébergement du site (CSPQ)	600 \$
DNS (11,00 \$/mois)	132 \$
Total	732 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour sur une base continue.

h) Responsable du contenu du site

Le secteur du droit fiscal et des politiques locales et autochtones est responsable des contenus et alimente l’équipe Web de la Direction des communications pour l’intégration et la mise à jour des contenus.

SITE DE LA COMMISSION D’EXAMEN SUR LA FISCALITÉ QUÉBÉCOISE
<http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/accueil/>

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site

2014 - Libéo.

c) Coûts de construction du site

16 000 \$.

d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2016-2017
Création du site	0 \$
Hébergement annuel et DNS	600 \$
Total	600 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels) (suite)

g) Fréquence moyenne de mise à jour.

La Commission d'examen sur la fiscalité québécoise a déposé son rapport final le 19 mars 2015. Le site n'est plus mis à jour, mais il est toujours accessible pour consultation. Il sera archivé en 2017.

h) Responsable du contenu du site

La Direction des communications en collaboration avec le secteur des politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État.

Q-30 Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

<i>La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.</i>

Q-31 Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l’objet de la visite pour chacune d’entre elles et en précisant l’objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

<i>Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.</i>
--

Q-32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

<i>L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.</i>
--

Q-33 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2 des Renseignements généraux.

Q-34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-36 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-37 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

*L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2016-2017** des ministères et organismes.*

Q-38 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-39 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2016-2017
(en milliers de dollars)

	2016-2017
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence	481 130

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2016-2017 - PART FÉDÉRALE
(en milliers de dollars)

	2016-2017 ^E
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures	541 500
Infrastructures de transport en commun	74 572
TOTAL	616 072

E : estimé
Note : Pour 2016-2017, les investissements estimés seront supérieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l'essence. Cette situation est attribuable à des investissements moins élevés dans les années passées. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

En 2016-2017, 277 184 \$ ont été versés pour des primes au rendement et des bonis (personnel professionnel et fonctionnaire). Aucun boni n'a été versé au personnel d'encadrement.

Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2016-2017, aucune prime de départ et aucun montant pour bris de contrat n'ont été versé par le MFQ.

Q-42 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-43 Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

<i>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</i>
--

Q-44 Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

<i>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</i>
--

Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté en 2016-2017, 7 comités interministériels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du ministère des Finances, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité interministériel sur l'industrie brassicole	Les objectifs des travaux sont d'identifier les enjeux, tant financiers que réglementaires, pour assurer le plein développement de l'industrie brassicole du Québec.	MFQ, RACJ, MESI, Association des brasseurs du Québec, Association des microbrasseries du Québec	MFQ
2) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.	MFQ, RQ	MFQ
3) Groupe de travail sur le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés	Ce groupe de travail a été créé pour suivre l'évolution du crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés.	MFQ, MSSS	MFQ, MSSS
4) Groupe de travail sur la compétitivité de l'industrie forestière	Groupe de travail mis en place dans le cadre des travaux de la Cellule d'intervention forestière afin d'analyser les coûts d'approvisionnement et les différents enjeux de compétitivité de l'industrie forestière dans les régions du Québec.	MFFP, MFQ, FPIInnovations, Université Laval - Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique	MFQ
5) ACCES (construction, tabac et alcool) — Comités	Travaux entourant la lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction, du tabac et des boissons alcooliques.	Différents ministères et organismes	MFQ, MSP et MTESS
6) Groupe de travail portant sur l'écofiscalité	Le principal objectif des travaux est de renforcer l'expertise gouvernementale en matière d'écofiscalité.	MFQ, MDDELCC, MESI, MTMDet, MAPAQ, MERN	MFQ, MDDELCC et MESI
7) Comité d'experts sur le revenu minimum garanti	<p>Le comité a été mis en place par le gouvernement en juin 2016, afin de « présenter au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et au ministre des Finances ses recommandations sur les questions de soutien du revenu », la démarche engagée ayant pour but « d'explorer de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et à tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti ».</p> <p>Dans le cadre des travaux, un rapport d'étape et un rapport final seront remis aux ministres.</p>	<p>MFQ, MTESS</p> <p>M^{me} Dorothée Boccanfuso, professeure titulaire, Dépt. d'économie, École de gestion de l'Université de Sherbrooke, présidente du comité</p> <p>M. Jean-Michel Cousineau, économiste, professeur titulaire, École de relations industrielles de l'Université de Montréal</p> <p>M^{me} Raquel Fonseca, professeure agrégée, Dépt. des sciences économiques, École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.</p>	MFQ, MTESS

Q-46 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-47 Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-48 Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-49 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-50 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

En vertu de l'article 55 de la Loi sur l'administration financière, les dépenses encourues pour la rémunération (incluant les avantages sociaux) des personnes affectées aux activités reliées à un fonds spécial, dont le Fonds du Plan Nord, peuvent être portées au débit de ce fonds.

Dans ce contexte, les effectifs du ministère des Finances ayant été affectés à des dossiers en lien avec les opérations du Fonds du Plan Nord au cours de l'année 2016-2017 sont estimés à environ 1,2 ETC.

Q-51 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Aucun crédit du ministère des Finances n'est affecté au Plan Nord.
--

Q-52 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q-53 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Q-56 Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Q-57 Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Q-58 **Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.**

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

<i>Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.</i>
--

- Q-59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

Extraits de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2016-2017 du MFQ

	SERVICES INTERNES	SERVICES EXTERNES	RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL	ACQUISITION ET LOCATION DE BIENS	FRAIS CONNEXES	PROVISION	TOTAL
ENCADREMENT	0,0	0,0	800,2	0,0	5,0	0,0	805,2
CONTINUITÉ	1 102,0	1 691,0	4 082,4	1 038,0	0,0	0,0	7 913,4
PROJETS	0,0	114,6	41,5	0,0	0,0	302,4	458,5
GRAND TOTAL	1 102,0	1 805,6	4 924,1	1 038,0	5,0	302,4	9 177,1

	DÉPENSES CAPITALISABLES	DÉPENSES NON CAPITALISABLES	TOTAL
ENCADREMENT	0,0	805,2	805,2
CONTINUITÉ	473,0	7 440,4	7 913,4
PROJETS	417,0	41,5	458,5
GRAND TOTAL	890,0	8 287,1	9 177,1

b) Grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.

- Q-60 a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.**
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.**

a) La masse salariale pour 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Les indemnités de retraite pour 2016-2017

20 départs / aucune indemnité

Q-61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.</i>

Q-63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

*L'information sera présentée au **Rapport annuel 2016-2017** des ministères et organismes.*

Q-64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

<i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i>

Q-65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Associations, ordres ou corporations professionnelles	2015-2016		2016-2017	
	Nombre de membres	Coût (en \$)	Nombre de membres	Coût (en \$)
Association de la sécurité de l'information du Québec	1	250	1	375
Association de planification fiscale et financière du Québec	1	295	1	315
Association des archivistes du Québec	corp. ¹	1 300 ²	-	-
ISACA (Information Systems Audit and Control Association)	-	-	1	248
Association sur l'accès et la protection de l'information	1	220	-	-
Barreau du Québec	8	13 651	7	11 540
Cercle des Finances	1	160 ²	1	80
Chambre des notaires	4	4 533	3	3 549
Institut d'administration publique du Canada	1	155	-	-
Institut d'assurance du Canada	1	175	1	171
Institut des auditeurs internes	4	450	4	540
Ordre des comptables agréés du Québec	2	1 833	2	1 864
TOTAL :		23 022		18 682

¹ Abonnement corporatif
² Comprend deux adhésions pour le même abonnement couvrant deux années différentes